

<b>MAIRIE DE ANNONAY</b>	<b>DECLARATION PREALABLE</b> ( délivré par le Maire au nom de la commune)
<b>DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE</b>	Dossier n° DP 07010 22 A0104
déposée le : 02/06/2022  par : SARL IMMO DIAMOND Mme VAIRAI Marie  demeurant : 29, Avenue de la Gare 69560 ST ROMAIN EN GAL	Surface de plancher : --- m <sup>2</sup>  Destination : division en vue de construire
Terrain sis : Rue de la Paix 07100 ANNONAY	Réf. Cadastrales : AD36

**LE MAIRE,**

VU la demande de DECLARATION PREALABLE susvisée,  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-5, L.423-1, L.424-1, L.424-7,  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 juin 2019,  
VU le règlement de la zone UC,  
VU l'affichage du dépôt de la demande en mairie le 2 juin 2022,  
VU l'avis favorable avec réserves de la Régie d'Assainissement Annonay Rhône Agglo en date du 10 juin 2022,  
VU l'avis de ENEDIS en date du 14 juin 2022,  
VU l'avis de la Régie d'Eau d'Annonay Rhône Agglo en date du 9 juin 2022,

**A R R E T E**

**Article 1 :**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions émises aux articles suivants.

**Article 2 :**

La présente demande consiste en la division de la parcelle cadastrée AD 36, en un lot à bâtir réparti comme suit :  
- lot A d'une surface d'environ 800 m<sup>2</sup>

**Article 3 :**

Les travaux d'équipement et de viabilité seront exécutés en accord avec les services techniques et compagnies concessionnaires intéressés.

**Les prescriptions énoncées par les gestionnaires de réseaux, et dont les avis sont annexés au présent arrêté, seront strictement respectées.**

La puissance électrique pour laquelle la présente demande a été instruite est de 12 kVA monophasé, conformément à l'avis rendu par ENEDIS en date du 14 juin 2021.



ANNONAY le  
Le Maire,

Et par délégation,  
Mme Catherine MOINE,  
Conseillère déléguée en charge de l'Urbanisme



**INFORMATIONS** : Le projet est soumis à la Taxe d'Aménagement et à la Redevance d'Archéologie Préventive.

En application de l'article L.424-7 du code de l'urbanisme, la présente décision est transmise au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de la présente notification et de sa transmission au préfet.

**INFORMATIONS REGLEMENTAIRES** : Les taxes et redevances exigibles sont : la Taxe d'Aménagement et la Redevance d'Archéologie Préventive.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

**DROIT DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

**VALIDITE** : Conformément au décret 2016-6 du 05/01/2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres, les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez proroger. Votre demande en double exemplaires doit être soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

Enfin, le délai de validité de l'ensemble des permis et des décisions de non-opposition à déclaration préalable portant sur des ouvrages de production d'énergie renouvelable pourra être prorogé plusieurs fois pour une année, jusqu'à l'achèvement d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Dans le délai de deux mois à compter de sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte : Monsieur Le Maire, ou d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif.